

**DECLARATION DE LA REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE A LA CONFERENCE DES
PARTIES DE LA CONVENTION CADRE DES
NATIONS-UNIES SUR LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

GENEVE LE 18 JUILLET 1996

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, *les Ministres,*

Distingués Représentants,

C'est avec plaisir que nous prenons la parole aujourd'hui à cette Deuxième Conférence des Parties (COP2), qui est l'Organe suprême de la Convention.

~~Monsieur le Président~~ Monsieur le Président, tout en vous félicitant de votre ~~élection à la tête de la COP~~ ~~élection à la tête de la COP~~, nous vous adressons les salutations et réelle sympathie du Gouvernement de notre pays et en particulier celui du Ministre de l'Environnement, des Eaux, Forêts, Chasses et Pêches, Son Excellence Monsieur Pierre LAKOUE TENE que nous avons l'honneur de représenter ici car empêché il n'a pu faire le déplacement de Genève.

[Signature]

Ces compliments vont également à l'endroit du Secrétariat qui n'a ménagé aucun effort pour mettre à notre disposition les documents nécessaires à la réussite de ces assises.

Enfin les pays parties fixés à l'annexe I trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude car leur apport au fonds d'affectation spécial a permis la participation de notre pays à cette Conférence à hauteur de deux délégués.

Monsieur le Président, nous nous félicitons de l'évolution positive du processus de mise en oeuvre de la Convention.

Les conclusions des travaux du Mandat de Berlin et des Organes Subsidiaires après la COP1 Berlin 1995 montrent que les objectifs que nous nous sommes tous fixés seront atteints, même si le chemin à parcourir reste long.

Pour ce qui concerne la mise en oeuvre de la Convention par notre pays, des démarches préliminaires ont été menées et nous attendons l'aboutissement, qui comme nous l'espérons sera bénéfique pour la République Centrafricaine.

Un Comité de pilotage chargé du suivi de la Convention est déjà créé et nous avons le plaisir d'informer la conférence que nous en assurons la

coordination. Un exemplaire du document juridique a été envoyé au Secrétariat "à toutes fins utiles".

Par ailleurs, des contacts ont été pris avec certaines Personnalités pour aider la République Centrafricaine à travers les institutions dont elles ont la responsabilité. Nous pensons respectivement à Messieurs :

- Richard HOSIER pour le CC.Train phase III ;
- NARASIMHAN SUNDARAMAN du GIEC ;
- Robert DIXON du U.S. Country Studies Program
- Janos PASZTOR du Système d'Information du Secrétariat de la Convention ;
- ^{Hme}~~Yme~~ ^{BO}~~V~~ LIM de l'OCDE.

Aussi, un document de projet a été déposé au Bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Bangui pour être amendé selon le format standard du GEF.

Toutes ces démarches, témoignent l'intérêt supérieur que la République Centrafricaine accorde à la mise en oeuvre de la Convention sur les Changements Climatiques pour un développement harmonieux du peuple centrafricain. et de l'humanité toute entière.

Pour ce qui concerne ⁽⁴⁾ les travaux de ^{2ème} Conférence
^{des Parties,} nous partageons les ~~avis~~ ^{avis} émis ^{à la 5ème plénière} par le représentant
du groupe des 77 et de la Chine ainsi que ceux du
Ministre John SAMBU qui a parlé au nom du groupe Africain
* ^{présentant} le 1dr, le deuxième ^{et aujourd'hui} rapport d'évaluation
du GIEC doit être considéré ^{et aujourd'hui} comme une référence
scientifique sur les changements climatiques même
s'il existe des incertitudes et que des travaux
supplémentaires n'imposent pour les réduire.
Les différentes parties qui figurent dans ce rapport
sont parlantes notamment les points relatifs aux
vulnérabilités et impacts irréversibles sur les
pays en développement qui méritent une attention particulière.
Nous soutenons que le document du rapport soit
entériné par la Conférence des parties et demande
un effort supplémentaire au GIEC pour mettre à
la disposition des parties non fixés à l'annexe I
d'autres éléments d'information se référant aux
produits de substitution, d'adaptation et d'atténuation
des changements climatiques. ~~moniteurs~~
Les Politiques et Mesures quand elles seront adoptées
et mises dans les pays développés doivent tenir compte
des impacts socio-économiques et environnementaux
qu'elles peuvent avoir dans les pays en développement.

Le transfert de technologie à l'endroit du sud doit être écologiquement propre comme l'a si bien précisé le Ministre John GUMMER du Royaume Uni hier dans sa déclaration. Mais aussi accompagné d'un renforcement de Capacité conséquent. Sur le plan financier, nous regrettons Madame la présidente que le GEF puisse adopter des directives lentes et considérées d'inaccessibles ~~par beaucoup de pays en développement~~ quant à ~~envisager~~ l'octroi ou à la mise à disposition des fonds nécessaires aux pays non fixés en annexe I pour la mise en œuvre de la Convention. La République Centrafricaine devra ^{mettre à la disposition du Secrétariat} et ceci conformément aux dispositions de la Convention sa Communication initiale début 1999 mais vu la lenteur des procédures, nous avons peur de ne pouvoir y parvenir.

~~Nous remercions cependant le Project Development Fund qui a proposé à notre pays 200 mille dollars US pour sa Communication nationale notamment ~~aux~~ subriques renforcement de Capacité institutionnelles et humaines.~~

~~Madame la présidente.~~

~~Considérant qu'il existe 6 langues officielles dans~~

Mesdames, Messieurs les Ministres

~~Monsieur~~ Monsieur le Président, la République Centrafricaine vient de connaître une crise politique sans précédent aux mois d'Avril et Mai derniers. Cette crise politique imputable aux deux mutineries d'une partie de l'armée nationale, a généré un certain nombre de conséquences :

Sur la plan social :

- Accentuation de la pauvreté, conséquence directe de la destruction des infrastructures économiques

Sur le plan environnemental :

- Pollution des eaux, consécutive à la dégradation des structures urbaines principalement dans les villes de Bangui, Bouar et Bambari

- Inhumation sommaire et pèle et mêle des corps des victimes dans des endroits inappropriés ; ce qui a nécessité une vigoureuse intervention de l'OMS pour que les corps soient exhumés et enterrés dans les endroits prévus à cet effet.

La reconstruction du pays, classé parmi les pays les moins avancés (PMA), requiert d'énormes investissements. C'est pourquoi, nous demandons à la Conférence des Parties, que lui soient appliquées les dispositions de l'Article 12 point 5 ligne 6 à 8 de la Convention.

~~Représentant~~ Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs ~~les~~ Ministres
Distingués Délégués,

La République Centrafricaine par ma voix, sollicite de la part de tous les pays parties fixés en Annexe I et ceux de l'annexe II de la Convention, un appui modeste dont l'importance et la nature dépendent de chaque pays ou institution pouvant lui permettre de répondre dans un délai raisonnable aux engagements qui sont les siens, conformément aux dispositions de l'article 12 de la Convention.

Nous exhortons dans ce sens la France, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre, l'Australie, les Pays-Bas ^{la Suisse} et tous les pays amis et institutions présents à cette conférence d'aider notre pays dans toutes les formes possibles, notamment par un transfert de technologie adéquat un renforcement de capacités des cadres nationaux impliqués dans la mise en oeuvre de la Convention.

Enfin, Les Pays en Dr doivent aussi se donner la main pour ce défi ultime.
Je vous remercie

Lambert GNAPELET

Représentant Personnel du Ministre
de l'Environnement, des Eaux,
Forêts, Chasses et Pêches.

RECORD OF MINISTERIAL SEGMENT

COUNTRY: Central African Republic NAME OF SPEAKER: Mr. Lambert Gnapelet
 DAY: 18 July TIME: _____ NOTE-TAKER: Pascal STATEMENT PICKED UP? ☒

AGBM-RELATED ISSUES		
The speaker indicated:	<input type="checkbox"/> a preference for an amendment <input type="checkbox"/> a preference for a protocol <input type="checkbox"/> that s/he cannot indicate a preference at this time <input type="checkbox"/> AOSIS <input type="checkbox"/> EU	Comments: <u>should have noted the socio-economic and environmental impact on conditions of developing countries (translation)</u> <u>that have stated developed countries</u>
The protocol/ other legal instrument should include:	<input type="checkbox"/> mandatory policies and measures <input type="checkbox"/> voluntary policies and measures	Policies or measures specified: <u>A committee has been formed to follow the work of the Convention.</u>
Does the country support any particular target?	<input type="checkbox"/> yes: _____ % by _____ year <input type="checkbox"/> no	Comments:

SBSTA-RELATED ISSUES	
Reaching targets within the country by the year 2000 (Annex I Parties)	Comments:
Development and transfer of technology	Comments: <u>Requested assistance from various industrialized countries for a transfer of technology as stated in the Convention - but only "green" technology.</u>
IPCC Second Assessment Report (SAR)	Comments: <u>IPCC should be regarded as a scientific reference/authority even despite its shortcomings, e.g. uncertainties and additional work required.</u>

SBI-RELATED ISSUES		
Should the GEF be the permanent financial mechanism?	<input type="checkbox"/> yes <input type="checkbox"/> no	Comments: <u>Requested that non-Annex I Parties are provided with information on substitute products which will help to alleviate harmful effects of cl. change.</u>
Activities Implemented Jointly (AIJ)	<input type="checkbox"/> in favour of pilot phase <input type="checkbox"/> distinction made between JI/AIJ	Comments:
Preparation of non-Annex I communications	Comments: <u>Need support in order to meet commitments under Article 12.5</u> <u>Initial communication envisaged in early 1999, however due to the lengthy procedure 1999 may not be possible.</u>	

OTHER COMMENTS: Political crisis in April and May increased the level of poverty in the country, destroyed infrastructure and left natural resources in total degradation.